

Mot de la Chef du Service économique de l'Ambassade de France



Cécile HUMBERT-BOUVIER

Alors que le Maroc vient de fêter il y a quelques semaines les 20 années d'accession au trône de son Souverain, je suis heureuse et fière de prendre mon poste à l'Ambassade de France au Maroc et de succéder à Marie-Cécile Tardieu comme chef du service économique. Je veux saluer ici l'action de ma prédécesseur qui a porté haut pendant

4 ans le flambeau de l'amitié franco-marocaine sur le plan économique et a impulsé de nombreux partenariats que j'aurai à cœur de poursuivre au cours de ma mission.

Précédemment en poste à Bruxelles, les relations franco-marocaines ne me sont pas tout à fait inconnues puisque j'étais en charge de 2014 à 2016, au sein de la Direction Générale du Trésor du Ministère de l'économie et des finances français, du bureau Méditerranée, qui m'avait permis de suivre de près un certain nombre de dossiers structurants de notre relation bilatérale comme, parmi d'autres, la réalisation de la Ligne à grande vitesse Tanger-Casablanca ou la mise en place de la ligne de crédit PME à destination des PME marocaines désireuses d'acquérir des biens ou des équipements français.

Je serai, avec toute l'équipe du Service économique, mobilisée, dans les semaines et les mois à venir, pour faire vivre et enrichir ce partenariat d'exception qui caractérise la relation entre la France et le Maroc, au service de nos entreprises, de notre compétitivité partagée pour faire en sorte d'accompagner le Royaume dans ses nouvelles priorités économiques visant l'émergence d'un secteur privé compétitif et une croissance plus inclusive et créatrice d'emplois. ▶

L'économie en mouvement

Un chiffre en perspective

3,7 %

C'est le taux de croissance que le gouvernement a retenu pour l'élaboration du budget 2020

Le 25 juillet 2019, le ministre de l'Économie et des Finances, M. Mohamed Benchaâbou, a présenté le cadre général de l'élaboration du projet de loi de finances 2020 lors du conseil du gouvernement. Il table sur une croissance de 3,7 % en 2020 et de 4 % à horizon 2022, ainsi que sur un déficit public de 3 % sur la période 2020-2022.

Les hypothèses sont un gaz butane à 350 dollars la tonne et une récolte céréalière moyenne de 70 millions de quintaux. Le gouvernement parie ainsi que le gaz butane confirmera son trend baissier : à 374 dollars à fin juillet 2019, il a déjà enregistré une baisse de 31 % en glissement annuel. L'objectif de la récolte céréalière semble pragmatique : si pour la campagne agricole 2018-2019, les rendements céréaliers ont été médiocres (estimés à 52 millions de quintaux), le Maroc a produit plus de 100 millions de quintaux en 2017 et 2018, grâce aux bonnes pluies.

Quant au déficit public, le gouvernement estime que les subventions aux produits de base s'élèveront à 13,6 milliards MAD en 2020, un chiffre équivalent à 2017, mais en baisse par rapport à 2018. À ces dépenses de compensation s'ajoute l'augmentation des dépenses allouées à la régionalisation et au dialogue social (1,1 et 6 milliards MAD). Pour compenser, le gouvernement parie sur une hausse des recettes, la rationalisation de l'administration et la réforme en cours des retraites et de la compensation.

▶ arthur.francois@dgtresor.gouv.fr

La Chronique économique

Dégradation de la balance commerciale marocaine de 4,9 % au terme du premier semestre

Au terme du premier semestre 2019, le déficit commercial du Maroc a augmenté de 4,9 %, s'élevant à 102,4 milliards MAD. Cette dégradation s'explique par la hausse plus rapide des importations (+3,8 %, soit +9,1 milliards MAD) que des exportations (+3,1 %, soit +4,4 milliards MAD). En conséquence, le taux de couverture a diminué de 0,4 point de pourcentage, passant de 59,5 % à 59,1 % en glissement annuel.

La hausse des importations est principalement due à l'acquisition d'avions pour l'équivalent de 7 milliards MAD à fin juin 2019, contre 314 millions MAD à la même période l'année précédente. Cette augmentation n'est pas compensée par la légère diminution d'importations des produits alimentaires et bruts, ni celle de la facture éner-

gétique. Quant aux exportations, les postes « aéronautique », « agriculture et agroalimentaire », « automobile », et « phosphates et dérivés » connaissent un accroissement de respectivement 12 %, 6,7 %, 1,7 % et 1,1 %. Les exportations de produits textile et cuir diminuent cependant de 1,2 %.

La couverture du déficit commercial par les recettes voyages et les envois de fonds des Marocains résidents à l'étranger s'est également détériorée, passant de 64,8 % à fin juin 2018 à 62,2 % l'année suivante à la même période. Dans le détail, les recettes voyages ont augmenté de 4,2 % (+1,3 milliards MAD) tandis que les recettes MRE ont diminué de 2,8 % (- 0,9 milliard MAD).

▶ arthur.francois@dgtresor.gouv.fr

Secteur à l'affiche

L'innovation au cœur du Forum économique et de la transition écologique organisé à Casablanca par EDF et la région Occitanie

EDF a organisé un Forum économique et de la transition écologique les 4 et 5 septembre à Casablanca, en lien avec la région Occitanie. La délégation de la Région, conduite par Mme Agnès Langevine, vice-présidente en charge de la transition écologique, était composée d'une dizaine d'entreprises et du Président du réseau Leader Occitanie. Le Forum s'est articulé autour de trois séquences :

- les Rencontres Occitanie-Maroc en faveur de la transition écologique en présence de M. Moncef Belkhaty, vice-président de la région Casablanca-Settat. Y ont été conviés notamment des représentants du Secrétariat d'Etat chargé du développement durable, du Ministère de l'intérieur, de l'ONEE et de la CGEM. Ce fut l'occasion de présenter les ambitions et enjeux du Maroc et de l'Occitanie dans différents secteurs et d'échanger sur les collaborations possibles ;
- EDF Maroc, Leader Occitanie et l'EM Lyon Casablanca ont organisé la finale marocaine du concours EDF PULSE AFRICA qui a pour objectif de soutenir les innovations de startups et PME porteuses d'un projet innovant dans les domaines suivants : la production électrique off-grid, les services et usages électriques et l'accès à l'eau. Le prix Maroc a été remis à l'entreprise Azolis pour son projet de système de batteries haute performance intelligentes. Il sera présenté à la grande finale qui se tiendra à Paris le 21 novembre prochain ;
- les entreprises occitanes ont également rencontré le fondateur de « La Factory » au Technopark de Casablanca, qui leur a présenté les activités de l'incubateur et l'écosystème marocain de l'innovation.

► laurence.jacquot@dgtresor.gouv.fr

Relations France-Maroc

Hélène Le Gal, nouvelle Ambassadrice de France au Maroc



Mme Hélène Le Gal, Ambassadrice de France au Maroc.

© MEAE

Depuis septembre 2019, Mme Le Gal est la nouvelle Ambassadrice de France au Maroc. Diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques en 1987, elle a occupé des fonctions variées tant en France qu'à l'international. Mme Le Gal a consacré 14 années de sa carrière à l'Afrique, qui est une priorité de la diplomatie française.

- **2016-2019** : Ambassadrice de France en Israël
- **2012-2016** : Conseillère Afrique à la Présidence de la République
- **2009-2012** : Consule générale de France à Québec
- **2005-2009** : Sous-directrice Afrique Centrale et Orientale, direction d'Afrique et de l'Océan Indien, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes
- **2002-2005** : Conseillère à la Représentation Permanente de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles (comité politique et de sécurité)
- **2000-2002** : Conseillère technique auprès du Ministre délégué à la Coopération à la Francophonie
- **1998-2000** : Première Secrétaire à l'Ambassade de France à Madrid
- **1994-1998** : Première Secrétaire à l'Ambassade de France à Tel Aviv
- **1992-1994** : Rédactrice à la sous-direction des Affaires Financières, direction des Affaires Economiques, Ministère des Affaires Etrangères
- **1990-1992** : Rédactrice à la sous-direction d'Afrique Centrale et Orientale, direction d'Afrique et de l'Océan Indien, Ministère des Affaires Etrangères
- **1988-1990** : Deuxième secrétaire à l'Ambassade de France à Ouagadougou

Mme Le Gal a été nommée au grade de Chevalier de l'Ordre national du Mérite en 2008 et de Chevalier de la Légion d'Honneur en 2012.

► laurence.jacquot@dgtresor.gouv.fr

Affaires à suivre



L'Office National de l'Electricité et de l'Eau potable (ONEE) a présenté son programme d'investissement de 51,6 milliards MAD pour la période 2019-2023. 26,1 Mds MAD seront mobilisés pour l'électricité et 25,5 Mds pour le secteur de l'eau ►►

Maroc Telecom a signé le 26 août une nouvelle convention d'investissement de 10 Mds MAD avec le gouvernement marocain pour la période 2019-2021. Ce programme d'investissement vise le développement et le renforcement de l'infrastructure de télécommunications, le déploiement du Haut et du Très Haut Débit mobile et fixe et la création de nouveaux emplois au Maroc. Cette 6^{ème} convention porte le volume global cumulé des investissements à plus de 68 Mds MAD depuis 2003 ►► **Crowdfunding** : le Conseil de Gouvernement, réuni le 22 août dernier, a approuvé le projet de loi relatif au financement collaboratif, dont l'objet est la mise en place d'un cadre juridique régissant ces activités

►► **Solar Decathlon Africa à Benguérir** : Le Solar Decathlon est une compétition universitaire internationale organisée par le Département américain de l'énergie depuis 2002. Dans ce cadre, les équipes conçoivent et construisent des maisons alimentées par l'énergie solaire. La 1^{ère} édition en Afrique est organisée à Benguérir avec l'appui de l'IRESSEN et de l'Université Mohammed VI Polytechnique. Deux équipes franco-marocaines participent à la compétition (sur 20) : Plug & Live (Université privée de Fès et EPF Ecole d'Ingénieur.e.s - Sceaux) et Africa Golden Ryad, (Ecole supérieure de Technologie de Fès et Université de Pau et des Pays de l'Adour).